

Daniel Bensaïd

Des drapeaux et des hymnes

Après le projet de Nicolas Sarkozy d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, l'appel de Ségolène Royal au lever des couleurs et à entonner l'hymne national dans les chaumières constitue un grave tournant de la campagne électorale. À la différence de celle de 2002, polarisée par le thème de l'insécurité, avec les conséquences désastreuses que l'on sait, cette campagne s'était engagée sur des questions d'urgence sociale, comme le logement, les salaires, les licenciements et les délocalisations. La déporter sur les questions d'identité et d'union sacrée ne peut que favoriser la droite conservatrice et démobiliser les électeurs de gauche. Nous crions : casse-cou ! La candidate socialiste a beau chercher à se rattraper, la distinction entre nation et nationalisme est aisée dans les mots, une fois la machine lancée, elle sera plus difficile à respecter dans les faits. Si l'on veut créer une envie de vivre ensemble et de construire un avenir commun, par-delà les origines et les cultures différentes, c'est sur le droit à l'école pour tous, à l'emploi, au logement, que l'on pourra y parvenir.

En ouvrant la boîte de Pandore de la question identitaire, au moment même où le pape insiste pour tremper l'Europe dans l'eau bénite du Saint Empire chrétien, Sarkozy et Royal jouent avec le feu. Un sentiment de commune appartenance est le résultat d'une histoire et d'épreuves partagées, d'événements vécus ensemble, et non de racines ou de généalogie. On a pu voir, dimanche 25 mars, sur le plateau de l'émission « Ripostes », le président du très réactionnaire Club de l'horloge assi-

miler la nation à la chrétienté, invoquer le baptême de Clovis et, pourquoi pas, la bataille de Gergovie. Comment cette histoire pourrait-elle être celle des jeunes Africains ou Maghrébins issus de l'immigration, des Juifs qui ont fui le nazisme dans l'entre-deux-guerres, des Italiens qui fuyaient alors le fascisme, des Espagnols rescapés de la guerre civile ? Le pèlerinage aux sources des ancêtres gaulois aboutirait à rétablir subrepticement le droit du sang contre le droit du sol.

Hymne ou drapeau sont des symboles dont le sens varie avec l'histoire. La Marseillaise et la bannière tricolore ont porté un message de libération contre la coalition monarchique sur le champ de bataille de Fleurus ou contre l'occupation allemande. Ceux qui criaient alors « *la France, en s'abattant* » invoquaient, à travers elle, les droits universels de liberté et d'égalité ? Mais les mêmes symboles ont aussi accompagné les expéditions coloniales, le pillage, les massacres de Sétif ou de Madagascar. La Révolution française, la Commune de Paris (contre Versailles conspirant avec l'occupant prussien) ou la Résistance (contre Vichy et le nazisme) ont été les creusets dans lesquels se sont mêlés, autour d'une même cause, des combattants de toutes origines, de Dombrovsky et Garibaldi aux « noms difficiles » de *l'Affiche rouge*. Les symboles nationaux ne disent pas aujourd'hui la même chose à des citoyens français, de naissance ou naturalisés, qui ont à bâtir dans la lutte un avenir commun à partir d'histoires différentes et parfois opposées. Les imposer autoritairement, c'est ériger une norme artificielle, dont la conséquence risque d'être une division accrue, un sentiment de rejet ou d'exclusion, une méfiance réciproque, dont peuvent se nourrir les fermetures communautaires que l'on prétend redouter.

La grande majorité des immigrants de l'entre-deux-guerres avaient en commun une histoire (au demeurant fort tumultueuse et fort peu pacifique) de l'Europe. Celle des immigrants de l'après-guerre provient d'anciennes colonies d'Afrique ou du Maghreb. Exiger de manière normative qu'ils adhèrent, par-delà la fracture coloniale, à l'histoire de la France prise en bloc, c'est leur demander, plus sournoisement que ne prétendit le faire la loi sur les programmes scolaires, d'adhérer à l'histoire des vainqueurs, et d'avalier sans broncher, par symbole interposé, les enfumades du père Bugaud, les massacres de Sétif, les guerres coloniales, leurs humiliations et leurs tortures.

Toutes ces questions, souvent douloureuses, mériteraient un examen historique et une discussion sérieuse sur les notions d'identité, d'appartenance, de communauté, ou sur ce que signifient les notions de peuple et de nation à l'heure de la mondialisation. En faire des thèmes passionnels de campagne électorale, propices aux surenchères démagogiques, est irresponsable. C'est investir des symboles contradictoires, dont le sens varie selon le contexte, de trop d'honneurs, au risque de leur valoir en retour trop d'indignités. C'est sacraliser ce qui doit être traité historiquement, de manière profane, sans prières ni crachats.

Sarkozy et Royal ont déclenché la guerre des symboles. Dans cette guerre, le drapeau tricolore, en prétendant fixer la norme identitaire, a le double inconvénient de blesser ceux dont les parents ou grands parents en furent victimes, et d'appeler à communier, dans une même ferveur, exploités et exploités. Le drapeau rouge est, au contraire, celui de la solidarité internationale des travailleurs, sans frontière autre que de classe. C'est le nôtre.

Rouge n° 2198
du 29 mars 2007